

08.01.2013 – 10:31 Uhr

Non à une journée de travail 24 heures sur 24

Bern (ots) -

Avec le référendum, Travail.Suisse et ses fédérations affiliées luttent contre les détériorations massives concernant la protection des travailleurs et travailleuses. Il revient au peuple d'avoir le dernier mot sur l'introduction menaçante de la journée de travail à toute heure. La récolte de signatures démarre aujourd'hui et durera jusqu'à mi-mars.

Travail.Suisse lance le référendum pour les raisons suivantes :

- Le Parlement veut détériorer la protection des travailleurs. La preuve est pourtant faite que le travail de nuit et du dimanche est nocive pour la santé des salarié-e-s.
- On introduit pour la première fois dans le commerce de détail la journée de travail 24 heures sur 24 sans autorisation. Cela n'a pas de sens car le shopping 24 heures sur 24 n'est pas indispensable d'un point de vue économique.
- Travailler le dimanche prétérite la vie sociale et familiale. Il faut maintenir le dimanche libre comme jour traditionnel de repos.
- Plus de travail de nuit et du dimanche ne permettra pas d'engager plus de personnel mais prolongera la journée de travail. La dérégulation dans le commerce de détail se fait au détriment des employés.
- L'ouverture des shops des stations d'essence 24 heures sur 24 entraînera une réaction en chaîne. Les fournisseurs et les branches concurrentes vont s'engouffrer dans la brèche et libéraliseront aussi le temps de travail.
- L'ouverture 24 heures sur 24 des shops des stations d'essence n'apporte pas d'utilité économique supplémentaire. La lutte pour l'éviction s'intensifiera et les petits commerçants en pâtiront.
- Le peuple a rejeté clairement ces dernières années les projets cantonaux pour l'extension des horaires d'ouverture des magasins et a ainsi montré qu'il ne désire pas de plus longues périodes d'ouverture pour faire ses courses.
- Le Parlement a décidé d'autres étapes de dérégulation du commerce de détail dans le but d'introduire le travail de nuit et du dimanche sans autorisation dans le commerce de détail au niveau national. La libéralisation des shops des stations d'essence n'est que la pointe de l'iceberg.

Contact:

Suzanne Blank, responsable du dossier de politique économique,
031/370'21'11 ou 078/850'91'19

Diese Meldung kann unter <https://www.presseportal.ch/fr/pm/100020454/100730828> abgerufen werden.